



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

N°41/2023 AE

Arrêté du **12 OCT. 2023**

complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3/2007 AE du 22 février 2007 à
l'EARL DE PRAT AR LAND au lieu-dit Kerallan à PLOUVORN (siège social) suite au
déversement de lisier dans le milieu

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les Titres II et VIII du Livre 1^{er}, le Titre 1^{er} du Livre II et le
Titre 1^{er} du Livre V (parties législative et réglementaire) ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre
en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine
agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux
installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et **3660** de la
nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié, établissant le programme d'actions régional en
vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté
préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet du Finis-
tère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 29-2023-08-30-00011 du 30 août 2023 donnant délégation de signature à M.
François DRAPÉ, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3/2007 AE du 22 février 2007 autorisant l'EARL DE PRAT AR LAND à exploiter
un élevage porcin au lieu-dit «Kerallan» à PLOUVORN ;

VU la visite réalisée le 8 juin 2023 sur le site d'exploitation par l'inspecteur de l'environnement,
spécialité installations classées (DDPP) en présence du responsable du site ;

VU le rapport en date du 18 juillet 2023 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP) ;

CONSIDÉRANT les constatations faites lors de la visite du 8 juin 2023 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP), Il a été mis en évidence un déversement de lisier dans le milieu extérieur ;

CONSIDÉRANT le déversement d'effluent dans le milieu naturel et la nécessité d'engager les investigations nécessaires sur le réseau de transfert pour prévenir au mieux tout nouvel incident ;

SUR LA PROPOSITION de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 3/2007 AE du 22 février 2007 susvisé est modifié comme suit :

L'établissement relève du régime de l'autorisation prévu à l'article L 511-2 du Code de l'Environnement et les activités sont classées sous la rubrique listée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique de la nomenclature	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité	Régime *
3660	Elevage intensif de porcs : b) avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de productions (de plus de 30kg)	3824 emplacements pour les porcs de production	A

Article 2 : L'article 1 bis est inséré après l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 3/2007 AE du 22 février 2007 susvisé comme suit :

Article 1 bis- Actualisation de l'étude des dangers

L'EARL DE PRAT AR LAND (siège social) exploitant un élevage porcin au lieu-dit Kerallan à PLOUVORN doit respecter les dispositions suivantes :

- **Faire procéder à une étude de risques de déversement dans le cadre de l'actualisation de l'étude des dangers.**

A cet effet, l'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté complémentaire, un rapport d'expertise du réseau des lisiers et des eaux pluviales, afin d'identifier les mesures correctives nécessaires à prendre.

Dans l'attente de cette étude, il appartient à l'exploitant d'engager les mesures palliatives afin de supprimer tout risque de nouvel accident.

Article 3 : mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de RENNES par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la dernière formalité de publicité accomplie : publication sur le site Internet des services de l'État dans le Finistère ou affichage en mairie.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : exécution

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le **12 OCT. 2023**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



François DRAPÉ

Copie transmise à :

- Sous préfecture de Morlaix
- Mairie de PLOUVORN
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- Direction départementale des territoires et de la mer
- EARL DE PRAT AR LAND – Kerallan- PLOUVORN